

Côtes-d'Armor. Au Marché du porc breton : « Les éleveurs l'ont compris, le problème n'est pas là »

Les agriculteurs, en particulier les éleveurs de porcs, traversent une crise qui dure depuis de longues semaines. Comment remédier à l'asphyxie financière dans laquelle ils se trouvent ? Éléments de réponses au Marché du porc breton, à Plérin, dans les Côtes-d'Armor.



La salle des cotations du Marché du porc breton, à Plérin, dans les Côtes-d'Armor, jeudi 3 février. | OUEST-FRANCE

Le contraste est saisissant. D'un côté, la très forte mobilisation des agriculteurs ces dernières semaines dans les Côtes-d'Armor, en particulier les éleveurs de porcs. Du jamais-vu depuis la crise de la filière porcine de 2015.

De l'autre, à Plérin (Côtes-d'Armor), dans la salle feutrée des cotations du Marché du porc breton (MPB), chaque lundi et jeudi, derrière leurs ordinateurs, abatteurs et producteurs qui achètent et vendent, au cadran (enchères électroniques).

Deux univers qui font partie d'un même ensemble, la filière porcine française, confrontée depuis plusieurs mois à une crise que peu de ses acteurs avaient vu venir.

« C'est avant tout une crise des charges »



Jeudi 20 janvier, plusieurs dizaines de tracteurs ont stationné devant la préfecture des Côtes-d'Armor, à Saint-Brieuc, jusqu'à 23 h environ. | MARC OLLIVIER/OUEST-France

Où se trouve la solution à l'asphyxie financière à laquelle sont confrontés les éleveurs ? Dans la rue, dans les cabinets ministériels, à la table des négociations commerciales avec la grande distribution, qui doivent se terminer le 1^{er} mars, ou bien dans cette salle feutrée des cotations du Marché du porc breton ?

Quelques minutes avant le début des cotations, François Pot, président du MPB depuis 2015, éleveur de porcs à Plounévez-Lochrist, dans le Finistère, le répète à qui veut l'entendre : « **C'est avant tout une crise des charges. Les éleveurs l'ont bien compris : ils ne viennent pas manifester ici. Ils voient très bien où est le problème, et ce n'est pas là.** »

Depuis 1975, le cours du MPB fait référence



Un manifestant, avec un drapeau de la FNSEA, lors de la manifestation des agriculteurs, jeudi 20 janvier, à Saint-Brieuc. | MARC OLLIVIER/OUEST-FRANCE

Au plus fort de la crise de la filière porcine en 2015, ils étaient jusqu'à 300 devant la Maison du porc de Plérin, pour réclamer une hausse des cours pour leur production.

Le Marché du porc breton est le seul de la filière en France. Depuis 1975, son prix fait référence. « **Même les prix des transactions qui se font en dehors de ce marché sont fixés à partir du cours du MPB** », explique un vendeur.

Sur les neuf vendeurs du MPB, représentant chacun une OP (organisation de producteurs) et 40 % de la production française de porcs, trois participent à distance, jeudi 3 février.

En face, cinq acheteurs, un par abattoir. Un seul est présent, les autres suivent à distance. Un effet du Covid-19. À eux cinq, ils représentent 70 % de l'abattage de porcs en France par semaine, soit 335 000 bêtes.

À côté de Leclerc (abattoir Kermené) et Intermarché (Agro-Mousquetaires), on trouve les abattoirs Abera, rachetés par Bigard, les abattoirs Bernard et la Cooperl, qui achète très peu.

« Les industriels pourraient être plus patriotes »



Devant le Leclerc de Lamballe, samedi 29 janvier, les agriculteurs sont venus en nombre, avec près de 70 tracteurs. | VINCENT MOUCHEL

Le cours du porc au MPB est le plus haut d'Europe. Un éleveur est rémunéré, aujourd'hui, environ 1,40 € le kilo, quand l'interprofession estime le prix d'équilibre autour de 1,70 €.

Une situation que [la FDSEA 22](#) juge « **problématique. Cela accroît la concurrence directe avec les importations, d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, de Pologne, où les prix sont plus bas, mais les normes aussi ! On ne peut plus s'adapter à la mondialisation** ».

Pour les Jeunes agriculteurs des Côtes-d'Armor (JA22), à la pointe des dernières mobilisations, « **les industriels de la grande distribution pourraient être plus patriotes. On sait qu'ils s'équilibrent en achetant à l'étranger. Il y a beaucoup d'affichage, ils disent qu'ils vont privilégier la production française, mais les acheteurs, eux, ce qu'ils regardent, c'est le prix.** »

« Sans le MPB, les éleveurs ne pourraient pas survivre »



Samedi 29 janvier, les agriculteurs ont manifesté sur le parking du magasin Carrefour, à Languieux, près de Saint-Brieuc. | VINCENT MOUCHEL

« **Un prix trop haut a un impact direct sur les volumes vendus** », met en garde la FDSEA 22. Pour preuve : en un an, l'abattage a diminué d'environ 15 000 porcs sur une semaine. « **C'est beaucoup, cela représente près de 170 élevages** », s'alarme un fin connaisseur du marché.

« **Si les porcs restent dans les élevages, c'est une catastrophe. Le MPB ne subit pas de pression, ne fait pas de politique. Il constate et s'adapte. Si le prix au kilo augmentait trop, ce serait impossible de vendre, le marché serait déconnecté de la réalité, les acheteurs iraient voir ailleurs.** »

Retour à quelques mètres de la salle feutrée des cotations du MPB. On discute avec l'une des mémoires du lieu, qui a assisté « **à plus de mille marchés au cadran** » et est présent tous les jeudis.

Un « sage », en quelque sorte, qui prévient : « **Sans le MPB, les éleveurs ne pourraient pas survivre. Les financiers prendraient la main et les prix s'écrouleraient. Les éleveurs qui pensent qu'ils peuvent imposer un prix de revient, ils font fausse route et emportent avec eux toute la filière.** »

Ouest-France Cédric ROGER-VASSELIN. Publié le 06/02/2022 à 18h02